



→ Alice Smeets

Reconstruction en Haïti: L'urgence de l'emploi décent

Pour les syndicats, Les efforts de reconstruction doivent répondre aussi au déficit abyssal d'emploi décent et de protection sociale en Haïti. Sur fond de pauvreté extrême, reportage dans les camps d'urgence et les usines à l'exportation. Regards aussi sur les enfants pris au piège du manque d'éducation et de l'exploitation.

Promouvoir la culture de l'emploi décent

Avant les ravages du tremblement de terre de 2010, Haïti vivait déjà une catastrophe sociale. A l'heure de la reconstruction, l'urgence sociale passe inévitablement par la priorité à l'emploi décent.

Carlos Renodin est un jeune homme extraverti qui aurait pu avoir une carrière professionnelle brillante. Licencié en informatique, il parle couramment quatre langues et possède un talent inné pour le dessin. Pourtant, malgré tous ses atouts, il a perdu tout espoir de trouver un jour un emploi. En effet, dans son pays, systématiquement qualifié de «nation la plus pauvre de l'hémisphère occidental», le marché de l'emploi est inexistant.

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a détruit la maison de Renodin, située au centre de Port-au-Prince. Pour survivre, le jeune homme s'est servi de son coup de crayon pour peindre des paysages idylliques de la côte haïtienne qu'il vend aux étrangers qui visitent les décombres du palais national, où siégeait le gouvernement avant le séisme. «C'est la maison des démons», déclare-t-il, sans cacher le mépris que lui inspire la classe politique de son pays. «Ils sont tous corrompus».

Ce rejet est partagé par la majorité des Haïtiens. Ils sont nombreux à penser que si le pays se rétablit un jour, ce ne sera sûrement pas grâce aux autorités. Cette déception remonte à loin. Il n'y a qu'une seule chose plus fréquente que les catastrophes naturelles dans ce pays caribéen: l'instabilité de ses gouvernements. Le pays a subi 32 coups d'état, vécu 29 ans sous deux des dictatures les plus cruelles de l'histoire récente de l'Amérique latine et connu trois occupations militaires étrangères, dont la dernière a duré sept ans.

Ce cataclysme politique a condamné le pays à un vide d'institutions. Aucun gouvernement n'a été capable de structurer un tant soit peu les services publics. Avant le 12 janvier 2010, seulement 12,5% de la population totale avait l'électricité et 11 % l'eau courante. L'éducation primaire était privée à 90% et il y avait un médecin pour 4 000 habitants, le taux le plus bas du continent américain.

Toutes ces circonstances, alliées à la précarité des constructions dans la capitale, Port-au-Prince, ont triplé la force du séisme de 7 degrés sur l'échelle de Richter. La plus grande catastrophe naturelle du début du XXI^e siècle s'est soldée par 300 000 morts, 350 000 blessés et 1,5 million de sans-abris. Le sauvetage des victimes a été pris en main par les organisations internationales et notamment par la population elle-même, qui a ainsi prouvé sa ténacité. Le 12 janvier a également mis en évidence les défaillances de l'État haïtien.

«Un nouvel avenir»?

Onze semaines après le tremblement de terre, les représentants de plus de 150 pays et d'organisations internationales se sont réunis au siège des Nations Unies à New York pour définir la voie à suivre «vers un nouvel avenir» pour Haïti. Dans un climat où régnait l'optimisme, les bailleurs de fonds ont promis 5,3 milliards de dollars, qui devaient être mis à disposition dans les 18 mois suivants. Le document final assurait que les fonds seraient utilisés pour «renforcer l'autorité de l'État et rendre la gouvernance locale plus efficace».

Compte tenu de l'importance des fonds en jeu et de l'ampleur de la tâche, la création d'un organisme investi du pouvoir exécutif s'imposait. La conférence a ainsi approuvé la constitution de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), présidée par le premier ministre haïtien et l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, et regroupant des organisations de la société civile, des pays donateurs et des institutions internationales.

Mais un an plus tard, seul un cinquième des 5,3 milliards de dollars a été débloqué.

Sans les fonds promis, la reconstruction ne s'est pas concrétisée. Port-au-Prince croule toujours sous les décombres et les ordures. Pour être plus précis, le tremblement de terre a produit 10 millions de mètres cubes de débris, soit dix fois plus que l'attentat contre le World Trade Center. Cependant, jusqu'à présent, seuls 20 % ont été déblayés. Le plus grave est que la totalité des personnes déplacées (1,5 million, soit 15 % de la population du pays) continue de vivre dans des tentes de toile et a difficilement accès à l'eau, à la nourriture et à l'hygiène. Ces conditions sont responsables de l'explosion d'une épidémie de choléra qui a déjà fauché plus de 4 000 vies.

Sommet syndical

Face au chaos et à l'inefficacité du gouvernement, il est aisé de faire fausse route. Mais la conférence des donateurs a tracé la voie à suivre pour préparer le «nouvel avenir» en Haïti. Les employeurs, les travailleurs, les ONG, les gouvernements et les institutions internationales ont tous un mot à la bouche: travail. Le communiqué final de la Conférence de New York déclare sans équivoque: «Les Haïtiens ont besoin d'accéder à l'emploi».

Les organisations syndicales s'inquiètent cependant du type d'emploi dont il est question. «Les politiques de travail décent dans le cadre de la reconstruction ne sont pas envisagées par les institutions gouvernementales, les employeurs ou la communauté internationale, y compris les Nations Unies, plus préoccupés par les questions urgentes», alerte Antonio Cruciani, le représentant de l'Organisation internationale du travail (OIT) en Haïti. «L'OIT est la seule à s'être efforcée d'inclure la notion de travail décent dans ses stratégies».

Licencié en informatique et quadrilingue, Carlos Renodin a perdu tout espoir de trouver un emploi. Il vend ses peintures aux étrangers qui visitent les décombres du palais national.
→ A.P.





Face au défi que représente la reconstruction d'Haïti, la principale préoccupation des syndicats est de promouvoir le travail décent dans tous les secteurs de la société.
→ ONU/Sophia Paris

Dans ce contexte, le mouvement syndical international a pris les devants en organisant, en avril 2010, le Sommet syndical pour la reconstruction et le développement d'Haïti. Réunissant la majorité du mouvement ouvrier haïtien et des leaders syndicaux des quatre coins du monde, le sommet a élaboré une feuille de route définissant le type de travail souhaité par les syndicats: un travail respectueux des normes internationales de l'OIT, des emplois pour tous et toutes, l'accès à la protection sociale, le dialogue social et le tripartisme.

Le principal défi pour le mouvement syndical haïtien est désormais de diffuser une culture de promotion du travail décent dans tous les secteurs de la société, une première dans l'histoire d'Haïti. Des générations de travailleurs se sont succédées sans jamais bénéficier des droits du travail les plus élémentaires. Avant le tremblement de terre, au moins 93% d'entre eux participaient à l'économie souterraine et 54% de la population totale vivait avec moins d'un dollar par jour.

Malgré la volonté des syndicats d'organiser les travailleurs et de participer au processus de reconstruction, force est de constater que le mouvement ouvrier est dans une situation d'extrême faiblesse. «*Le syndicalisme en Haïti reflète à de nombreux égards l'état de l'économie*» explique Anthony Jones, représentant de la CSI/CSA dans le pays. «*Aujourd'hui le secteur officiel n'emploie que 2% des travailleurs et peu de syndicats sont présents dans le secteur informel. C'est pourquoi l'influence syndicale a perdu de sa force*».

La reconstruction du peuple

L'économie informelle inclut notamment le secteur de la construction, qui est appelé à être la principale source

d'emplois dans les années à venir. Cependant, le pays est dépourvu des règles élémentaires en matière de santé et de sécurité dans la construction. Il n'existe même pas de statistiques sur les accidents et les décès au travail. Les plans stratégiques de reconstruction n'abordent pratiquement pas la situation d'extrême précarité des travailleurs du secteur ni la nécessité d'appliquer les normes internationales dans tous les projets.

«*Nous disposons de la feuille de route syndicale, mais notre principal problème est désormais le chemin menant vers la reconstruction*», déclare le syndicaliste Carlo Napoléon, Secrétaire général de la Coordination syndicale haïtienne (CSH). «*La reconstruction n'est pas seulement physique, elle implique également le peuple haïtien. Nous devons former nos travailleurs et les jeunes. Aujourd'hui, les professionnels qualifiés en Haïti sont tous étrangers*».

De toute façon, le chemin qu'empruntera le peuple haïtien promet d'être encore plus pénible que le jour fatidique du 12 janvier 2010. Le tumultueux processus électoral a accru le vide institutionnel et paralysé toutes les actions de reconstruction.

Antonio Cruciani fournit un exemple récent. «*Nous ne pouvons pas oublier qu'à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le continent européen était en ruine. Mais les pays ont uni leurs forces. La gauche comme la droite. Les syndicats comme les employeurs. Ensemble, ils ont créé une culture enthousiaste de la reconstruction et ont réussi collectivement à atteindre l'essor économique des années 1960. Comment? Grâce au pacte social.*» La grande différence est qu'Haïti attend toujours un Plan Marshall doté d'un contenu nécessairement social. (voir page 7)

Élections en Haïti: une attente longue et pénible

Le 14 mai 2011, un ex-chanteur dépourvu de toute expérience politique est devenu le nouveau président haïtien. Durant son investiture, la remise de l'écharpe présidentielle a dû se faire dans l'obscurité à cause d'une coupure de courant. Mais sur la scène en bois improvisée au milieu des ruines du palais présidentiel, il fallait que le spectacle continue. Ce n'était pour Michel Martelly qu'un imprévu mineur si on le compare à l'exploit électoral qui a duré plus de six mois et marqué l'histoire tumultueuse de cette nation antillaise.

C'est 168 jours avant, le 28 novembre, qu'avait eu lieu le premier tour des élections en Haïti, au milieu d'un pays dévasté, frappé par une violente épidémie de choléra et en l'absence d'indications quant au début des travaux de reconstruction. Il y avait au total 19 candidats à la présidence et 917 candidats à des postes législatifs.

Dès le début, ces élections ont été entachées de graves incidents. Par la faute du gouvernement, qui a omis d'émettre des nouvelles cartes d'identité, au moins 200 000 électeurs n'ont pu exercer leur droit de vote. Des accusations ont également abondé selon lesquelles le million et demi d'haïtiens qui vivent dans des campements n'ont reçu aucune information concernant le processus électoral. La méconnaissance des candidats était généralisée.

Le taux de participation a été extrêmement faible. Environ 27% des électeurs inscrits se sont rendus aux urnes - un record d'abstentionnisme, de l'avis même des entrepreneurs haïtiens. Une quantité encore moindre de votes a été dénombrée - 22,9% seulement. Et des taux encore plus dérisoires ont été consignés dans les régions les plus touchées par le séisme.

Les violentes protestations et dénonciations qui ont suivi l'annonce des résultats au bout de neuf jours étaient donc quasiment prévisibles. Étaient en lice pour le deuxième tour: l'ex-première dame Mirlande Manigat, en tête, puis le candidat du gouvernement Jude Célestin. Martelly arrivait troisième avec approximativement 6800 voix - 1% de moins que Célestin.

Déficit de légitimité

La communauté internationale a alors commencé à faire pression et a demandé une révision des résultats. Par le biais de l'Organisation des États américains (OEA), l'enquête menée à bien a analysé un échantillon de 8% des résultats électoraux. Cela a entraîné, d'après l'analyse, la disqualification de 234 relevés officiels de résultats. La mission d'experts a ainsi conclu que Martelly obtenait la deuxième place avec une petite marge de 0,3% des suffrages.

Face à une crise politique de grande ampleur et cédant à la pression internationale, le Conseil Electoral Provisoire d'Haïti a accepté les conclusions du rapport de l'OEA. Les critiques ont toutefois fait remarquer que les autorités ne pouvaient modifier les résultats sans mener à bien un nouveau scrutin. Il s'agit là d'une décision sans précédent. Ils ont en outre expliqué que de sérieux doutes subsistaient quant aux méthodes adoptées par la mission d'experts. Malgré la méfiance, la campagne électorale de Manigat et de Martelly a suscité moins de problèmes que le premier tour.

Ainsi, peu après l'annonce des résultats préliminaires, la candidate déchu a dénoncé des fraudes de la part de la tribune électorale et a plaidé pour un ballottage plus transparent à l'avenir. Toutefois, Madame Manigat n'avait plus aucune possibilité de faire changer les résultats. Elle a assuré qu'elle souhaitait le meilleur pour Haïti et a remercié ses collaborateurs et son mari, l'ex-président Leslie Manigat.

Martelly a remporté les élections avec 68% des voix et a revêtu l'écharpe présidentielle en prononçant un discours rempli de promesses de changement, dont l'enseignement et les services publics gratuits pour tout le peuple haïtien. S'adressant directement aux milliers de personnes déplacées, il a déclaré: «Je n'oublierai pas ceux qui vivent sous tente, faites-moi confiance».

Le nouveau mandataire s'est engagé à développer l'agriculture, à instaurer une armée moderne, ainsi qu'à respecter les droits du peuple et des travailleurs. «Haïti dormait, et aujourd'hui Haïti est en train de se réveiller. C'est le mandat que vous m'avez confié et comptez sur moi, les choses vont changer», a-t-il promis.

A.P.



Le 28 novembre 2010, un travailleur électoral est assis dans un centre de vote de Port-au-Prince après que des électeurs frustrés en aient détruit le matériel. Ces derniers ont protesté contre des listes déficientes et la mauvaise organisation des bureaux de vote. Ces élections turbulentes intervenaient dans le contexte de l'épidémie frappante de choléra et de tensions politiques.

→ REUTERS/Eduardo Munoz

Les graves défaillances de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH)

Créée pour garantir la transparence, la commission n'a pas rempli sa principale mission: permettre la participation de la société haïtienne à la reconstruction.



La construction d'abris permanents, le déblayage des décombres, la construction d'hôpitaux, les infrastructures d'eau potable et d'assainissement de base sont des besoins prioritaires à Haïti. → ONU/Sophia Paris

Au cours de la Conférence des donateurs qui a eu lieu à New York le 31 mars 2010, la communauté internationale et le gouvernement haïtien ont conclu que la reconstruction du pays nécessitait la création d'une organisation capable de garantir la transparence et la responsabilité des fonds. C'est ainsi qu'a vu le jour la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), composée de 30 membres dont, entre autres, le gouvernement haïtien, la société civile, les pays donateurs et les organisations internationales.

Compte tenu du caractère urgent de ses interventions, cette institution supranationale, coprésidée par le Premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, et l'ancien président Bill Clinton, dispose d'un budget plus important et de pouvoirs d'action plus étendus que l'État haïtien lui-même. Entre juillet 2010 et mars 2011, plusieurs projets à hauteur de 2 milliards de dollars ont été approuvés. Pourtant, depuis sa création, cette commission fait l'objet de nombreuses controverses.

«L'argent n'est pas arrivé»

Tout d'abord, ses réunions mensuelles, au cours desquelles sont approuvés des projets, sont suivies d'effets limités. «L'argent n'est pas arrivé», explique le représentant syndical au sein de la CIRH, Jean-Claude Lebrun. «Les programmes approuvés ne sont pas mis en œuvre. Pour sa part, le gouvernement ne fait aucun effort pour convaincre la communauté internationale et les gouvernements des pays d'honorer leurs promesses de fonds».

Parmi les projets approuvés qui ne se sont pas concrétisés figurent des initiatives prioritaires pour le peuple haïtien, comme la construction de milliers d'abris permanents dans les camps, le déblayage des décombres (à peine plus de 20% ont été dégagés en plus de 12 mois), la construction d'hôpitaux, les infrastructures d'eau potable et d'assainissement de base, ainsi que la création de «centaines de milliers d'emplois» dans le cadre des travaux de reconstruction.

Le fonctionnement physique même de l'institution présente des contradictions similaires. La CIRH fonctionne pratiquement comme un parlement et approuve des projets qui revêtent une importance capitale pour la société haïtienne, mais elle est dépourvue de siège propre. Les réunions ont lieu à différents endroits, à savoir un hôtel de Port-au-Prince, une ville des États-Unis ou de la République dominicaine. Elles sont aussi parfois «virtuelles».

«En novembre, des projets ont été approuvés lors d'une téléconférence», s'indigne Lebrun. Pire encore, ajoute-t-il, douze membres haïtiens «n'ont pas répondu à l'appel». «Par conséquent, ils étaient officiellement absents. En théorie, compte tenu de l'absence de la majorité des membres haïtiens, la prise de décision ne devrait pas être considérée conforme aux normes». Le règlement de l'institution reconnaît cependant la téléconférence comme un mode de réunion légitime.

En décembre 2010, alors que les troubles dus aux élections en Haïti battaient leur plein, la Commission a décidé de se



réunir pour la première fois à l'étranger, plus concrètement, à Saint-Domingue, capitale de la République dominicaine. La conférence a été marquée par les remises en question soulevées par la plupart des membres. L'une des voix les plus critiques a été celle du représentant de la Communauté des Caraïbes (Caricom), Percival J. Patterson. «*La remarque semble désespérée mais la situation est urgente, le peuple haïtien ne peut pas continuer d'attendre indéfiniment*», a déclaré l'ancien Premier ministre jamaïcain à l'agence de presse EFE.

Dans une lettre ouverte, douze représentants du pouvoir exécutif haïtien au sein de la CIRH se sont plaints d'avoir été systématiquement exclus des prises de décisions. Ils ont ajouté qu'ils ne recevaient pas assez d'informations de la direction exécutive et qu'ils se sentaient à l'écart du travail entrepris. Ils ont en outre déploré que leur rôle se soit limité à légitimer des actions décidées par les responsables de la commission.

Le syndicaliste Jean-Claude Lebrun reprend à son compte cette accusation. «*Nous sommes traités comme des membres passifs. Nous ne sommes informés de rien et nous ne savons pas ce qu'ils font*», proteste Lebrun. Le syndicaliste raconte qu'il reçoit les documents relatifs aux projets la



Jean Claude Lebrun, représentant syndical au sein de la CIRH: «*nous ne sommes informés de rien*». →A.P.

veille des réunions. Dans de nombreux cas, ils ne sont pas traduits en français. «*Je fais partie de la commission et je ne parle pas anglais. Je devrais recevoir les documents une semaine à l'avance pour pouvoir les analyser avec d'autres conseillers*».

A.P.

Un enseignant tué

Le 8 octobre 2010, lors d'une manifestation à Port-au-Prince, Jean Filbert Louis a été atteint à la tête par une grenade lacrymogène de la police. Après 14 heures aux soins intensifs, il a succombé à ses blessures. Professeur de mathématiques, il était membre de l'Union nationale des normaliens d'Haïti (UNNOH) affiliée à la Confédération des travailleurs/euses des secteurs public et privé (CSTP). La manifestation avait été organisée par une coalition d'organisations engagée dans une campagne de sensibilisation pour la scolarisation de centaines de milliers d'enfants maintenus à l'écart du système éducatif à cause de la pauvreté ou suite au tremblement de terre.

«Les travailleurs vivent dans la peur et l'intimidation» (*)

«*Les lois n'existent que sur le papier. La plupart des syndicats n'ont pas les moyens d'agir. Qui plus est, les travailleurs vivent dans la peur et l'intimidation. Ils savent que toute rumeur ou tentative de s'organiser ou de promouvoir les syndicats est une menace pour leur emploi. Les exemples ne manquent pas, ici ou ailleurs, de personnes qui ont tenté de soulever certaines questions ou de promouvoir le changement et qui, par représailles, ont été licenciées.*

Compte tenu de la pénurie d'emplois, les travailleurs n'osent en aucune façon irriter leur employeur. Par conséquent, ce n'est pas seulement le syndicalisme,

mais également un ensemble d'actions pouvant améliorer les conditions des travailleurs qui ne sont pas abordés ni débattus. Pour mieux protéger les travailleurs et appliquer les normes qui existaient auparavant, des changements importants et fondamentaux doivent prendre corps».

(*) Lire l'interview intégrale d'Anthony Jones à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/entretien-avec-anthony-jones.html>



Anthony Jones, représentant de la CSI en Haïti. →A.P.

Stop aux licenciements arbitraires

La CSI et les syndicats appellent à la fin des licenciements arbitraires qui sont de plus en plus fréquents en Haïti.

Le dernier rapport élaboré par le représentant de la CSI en Haïti, avec le soutien d'AUMODH, fait état de licenciements illégaux et arbitraires sans paiement de sommes dues, auxquels s'ajoutent pressions et actes d'intimidation. Il évoque également plusieurs cas de harcèlement sexuel et décrit les situations irrégulières dans le secteur privé ainsi que celles d'employés du secteur public qui ont travaillé pendant des années sans être nommés officiellement à leur poste.

La CSI a lancé en particulier un appel pour que les droits des travailleurs handicapés soient garantis. Camille Rosemène travaillait comme jardinière à l'Institut Mixte de Nazareth et a été très gravement blessée aux jambes lors du séisme. En octobre 2010, date de la réouverture officielle des classes en Haïti, elle s'est rendue à son travail pour

reprendre courageusement ses fonctions. L'Institution l'a avertie de son licenciement et a refusé toute conciliation. Cette personne a souhaité témoigner dans l'attente d'une solution à son dossier, ventilé avec l'appui de l'AUMODH et de la CSI-CSA, mais aussi pour éviter que de telles situations ne se reproduisent.

Les derniers cas rapportés aux syndicats haïtiens ont donné lieu à des plaintes déposées auprès des tribunaux du travail. Grâce aux procédures judiciaires, certains travailleurs/euses ont obtenu le montant que leur devaient leurs employeurs. Toutefois, la CSI et les syndicats lancent un appel urgent à ces derniers pour qu'ils mettent un terme à ces pratiques abusives.

A-C.G.

Un salaire minimum invivable

Selon une étude publiée début mars par le Solidarity Center, les victimes du tremblement de terre en Haïti affrontent de nouvelles difficultés, financières cette fois. Le rapport compare en effet le coût de la vie en Haïti, qui a augmenté depuis la catastrophe du 12 janvier 2010, au salaire minimum des travailleurs. Ces derniers affirment qu'il leur est de plus en plus difficile, voire impossible, de subvenir aux besoins de leur famille. Ce qui n'a rien d'étonnant puisque l'étude révèle que le salaire minimum d'un adulte qui prend en charge ses propres besoins ainsi que ceux de deux enfants devrait être de 29 971 gourdes haïtiennes (environ 750 USD) soit au moins 1 152 gourdes (29 USD) par jour. Or le salaire minimum quotidien en Haïti est de 200 gourdes (5 USD) et de 125 gourdes (3 USD) dans les zones franches d'exportation.

Les syndicats haïtiens veulent une meilleure protection sociale

Le 16 mai dernier, le lendemain de l'investiture de Michel Martelly, les syndicats se sont réunis pour dénoncer les lacunes du système et défendre l'établissement d'un socle de protection sociale en Haïti.

L'événement qui a duré deux jours constituait une des grandes priorités du plan d'action élaboré avec la CSA, la CSI et plusieurs fédérations professionnelles mondiales pour mettre en œuvre la feuille de route syndicale pour la reconstruction et le développement d'Haïti.

Les syndicats ont souligné les lacunes des institutions actuelles de prévoyance sociale et identifié plus de dix instances publiques de sécurité sociale qui fonctionnent sans réelle coordination ni dialogue social. Par ailleurs, les services des différentes agences de sécurité sociale sont rassemblés dans la capitale et ne couvrent que les travailleurs/euses de l'économie formelle. Enfin, certains services prévus dans la loi ne sont pas offerts ou s'avèrent insuffisants. Une loi promulguée il y a plusieurs années prévoyait d'ailleurs la création d'un Conseil d'administration des organes de sécurité sociale mais n'a jamais été mise en œuvre.

Mieux défendre les femmes

La révision du Code de travail devra donc garantir un système efficace de protection sociale. Pour les femmes syndicalistes présentes à l'événement, elle devra également intégrer une dimension de genre. La majorité des femmes haïtiennes sont en effet tributaires d'emplois précaires ou travaillent dans l'économie informelle, tandis que les prestations de maternité ne leur sont pas encore accordées.

En règle générale, le niveau des prestations en matière de sécurité sociale est inadéquat et doit faire l'objet d'une



Pour les syndicats, la protection sociale et l'emploi décent sont à la base d'une reconstruction efficace et équitable de la société haïtienne. → Alice Smeets

révision. Les délégués syndicaux ont donc appelé la communauté internationale à contribuer à la consolidation du travail décent en finançant le socle de protection sociale. En outre, chaque organisation syndicale a désigné un expert en protection sociale. Ce réseau aura pour mission de préparer une étude et des propositions qui seront soumises au nouveau gouvernement. Avant son élection, le président Martelly avait notamment émis des signaux positifs en faveur de la consolidation d'un système efficace de protection sociale.

La CSI a conclu en indiquant qu'une réelle reconstruction doit être basée sur la protection sociale et l'emploi décent car le socle de protection sociale est la meilleure garantie de la redistribution des richesses et de la lutte contre la pauvreté.

A-C.G.

Les camps d'urgence permanents, une terre sans maître

Cité Soleil a vu le jour comme un camp d'aide humanitaire dans la capitale haïtienne. Aujourd'hui, le camp Corail, créé pour abriter les survivants du séisme, risque de connaître le même sort.



Le Camp Corail était dépeint par les autorités comme un endroit «confortable» et «sûr». Ses habitants le décrivent plutôt comme une «terre inhospitalière». →A.P.

À environ 30 kilomètres au nord de la capitale, Port-au-Prince, un vaste désert dépeuplé s'étend au pied d'une montagne tout aussi aride. Il y a un peu plus d'un an, cet espace de poussière, de pierres calcaires et de rares cactus était pratiquement dépourvu de vie. Aujourd'hui, il est envahi par d'interminables rangées de tentes de camping, où s'entassent plusieurs dizaines de milliers de déplacés haïtiens.

Voici le camp Corail, créé trois mois après le tremblement de terre grâce aux efforts coordonnés des Nations Unies, d'agences d'aide humanitaire et des forces armées des États-Unis. Les autorités disaient alors qu'il s'agissait d'une initiative modèle, grâce à laquelle les sinistrés quitteraient leurs refuges improvisés pour s'installer dans un endroit «confortable» et «sûr».

Emmanuel Louissant est l'un de ceux qui ont cru à la promesse que tout irait mieux. Pour le convaincre d'abandonner Port-au-Prince, il s'est vu offrir un service rémunéré dans le cadre du programme Cash-for-Work (Argent pour travail). «J'ai travaillé pendant six jours à creuser des tranchées. C'est tout. On m'a payé 200 gourdes (5 dollars) par jour. Comment puis-je subvenir aux besoins de mes enfants et de ma famille avec cette somme?», demande-t-il indigné.

Conçu comme un modèle à suivre, le camp Corail est devenu un symbole d'échec. La vie de ses habitants – 100 000 personnes d'après certaines estimations – dépend de l'eau que des ONG acheminent par camions. La distance empêche également tout accès aux services, aux aliments ou au travail, le transport jusqu'à Port-au-Prince étant lent et coûteux. «Avant, nous avions une vie. Maintenant nous sommes obligés de

rester ici, sur cette terre inhospitalière, sans rien faire», explique Emmanuel.

Un terrain de golf

Près de 1,5 million de personnes ont perdu leur logement après le tremblement de terre et ont été contraintes d'occuper tous les espaces ouverts, comme les parcs et les places, ainsi que les écoles et d'autres bâtiments. Les camps spontanés se sont multipliés à travers la capitale et d'autres endroits du pays. L'un des plus importants a investi le club de golf de Pétienville, un quartier aisé de Port-au-Prince.

Les occupations ont révélé un conflit ancré dans la société haïtienne. D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 74 % des camps se trouvent sur des terres privées et il n'a fallu que peu de temps aux présumés propriétaires pour réclamer l'évacuation de leurs terres. Dans de nombreux cas, ces revendications ont été, et le sont encore aujourd'hui, accompagnées de menaces et d'expulsions violentes.

Cette situation met l'accent sur un obstacle de taille à la reconstruction. Les propriétaires demandent que les sinistrés retournent dans leurs quartiers détruits, mais il n'existe aucun registre foncier officiel national – tel est l'héritage d'un système juridique corrompu, d'un État faible et de décennies d'instabilité politique. D'après les Nations Unies, moins de 5% des propriétés sont officiellement enregistrées, ce qui ne permet pas de déterminer qui sont les propriétaires légitimes des terres.

D'aucuns clament que les rares titres de propriété sont aux mains d'une partie réduite de l'élite du pays. Ces quelques familles possèdent les meilleurs terrains des faubourgs de



Après avoir perdu toute sa famille et son magasin dans le séisme, Domercant Fenel a reconstitué une partie de son commerce et créé le Comité des habitants de Corail. →A.P.

Port-au-Prince, qui sont les emplacements idoine pour installer les centaines de milliers de déplacés. Pourtant, c'est précisément en vertu de droits de propriété que 50 000 personnes qui occupaient le club de golf de Pétionville ont peu à peu été transférées jusqu'au lointain désert du camp Corail.

La revendication des droits

Le commerçant Domercant Fenel est le seul membre de sa famille à avoir survécu au séisme. Son commerce dans la capitale a été entièrement détruit. Mais, après la catastrophe, il a trouvé la force de récupérer sous les débris une grande partie de sa marchandise. Depuis son arrivée au camp Corail, il a réussi à installer un étal de vêtements dans une petite cabane en bois, qui lui sert également de logement et où les costumes de son ancien magasin sont soigneusement emballés.

Domercant a peu de clients, mais son nouveau projet est bien plus qu'un moyen de gagner sa vie. Il l'aide à conserver sa fierté, qu'il a réussi à retrouver et qu'il souhaite transmettre à tous ceux qui vivent dans le camp. C'est pour tenter d'organiser les résidents et les pousser à revendiquer leurs droits qu'il a créé le Comité des habitants de Corail. *«Nous savons que beaucoup d'argent a été destiné à ce camp, mais nous n'avons rien reçu. C'est pourquoi nous nous mobilisons, pour obtenir ce qui nous appartient»*, déclare-t-il.

La mobilisation des habitants du camp s'est traduite par la création d'une école, pourvue aujourd'hui de 11 classes. *«Le gouvernement aurait dû ouvrir l'école, mais il s'en est remis aux résidents du camp. Personne ici n'a l'argent nécessaire pour le faire»*, explique le directeur, Boyer Sansoir. La population s'est trouvée dans une situation affligeante: une fois les salles construites, les cours ne pouvaient pas commencer faute du matériel élémentaire, comme les craies et un registre de présence.

Mécontentes du retard des autorités, des centaines de familles ont réussi à réunir, centime à centime, les 125 dollars nécessaires à la rentrée scolaire. Mais les difficultés persistent et M. Sansoir tire le signal d'alarme: les enseignants n'ont pas été payés par le gouvernement et, jusqu'à présent, l'école n'a reçu pour tout matériel que dix rames de papier. L'école est ainsi

contrainte d'économiser au maximum ses maigres possessions, y compris la seule boîte de dix craies que les habitants ont achetée.

Hors de contrôle

L'école voit également le nombre d'élèves augmenter parallèlement au développement du camp, qui abritait au début 4 000 personnes et qui en compte aujourd'hui 10 fois plus. Tout laisse penser que tous les habitants du camp de Pétionville rassemblés ici seront un jour rejoints par les 10 000 réfugiés installés sur la place du Champ de Mars, face au palais national.

Mais la croissance du camp Corail échappe au contrôle des ONG, de l'ONU ou du gouvernement. Des milliers de personnes, attirées par les services de base fournis par les organismes d'aide, se sont installées près du camp. Leurs constructions sont encore plus précaires que les tentes et, par conséquent, inadaptées aux ouragans ou aux glissements de terrain. En outre, ces personnes n'ont pas accès à l'eau et aux latrines dont disposent les habitants du camp Corail, d'où l'augmentation du risque d'épidémie de choléra.

Une situation semblable s'est déjà produite par le passé. En 1952, 52 familles de travailleurs de l'industrie sucrière ont été installées près de l'aéroport international. Des années plus tard, la population s'y est multipliée avec l'arrivée des déplacés par les incendies survenus à Port-au-Prince. Dans les années 1980, fort d'une population de 83 000 habitants, le quartier s'est développé à un rythme effréné avec l'arrivée des paysans qui abandonnaient leurs campagnes. Telle est l'histoire de Cité Soleil, qui compte aujourd'hui 400 000 habitants, la plus grande communauté pauvre du continent américain.

Des ONG ont financé la construction de logements semi-permanents pour remplacer les tentes de camping du camp Corail. Les nouvelles habitations, qui s'ajoutent aux innombrables logements précaires s'étendant à perte de vue, prouvent s'il le fallait qu'il ne s'agit pas d'un camp de déplacés provisoire et renforcent la sensation qu'une nouvelle Cité Soleil est en train de voir le jour.

Le travail précaire dans les maquilas ne sortira pas Haïti de la pauvreté

Les zones franches d'exportation, qui ont trouvé une terre fertile en Haïti, constituent l'une des seules solutions en matière d'emploi dans le pays. Mais qu'en est-il des droits du travail?



Plus d'un an après le séisme qui a laissé les 32 bâtiments du parc industriel de Sonapi intacts, de longues files de demandeurs d'emploi se pressent toujours aux portes des usines miraculées, dans l'espoir d'un travail pourtant mal payé et mal protégé. →A.P.

Tous les jours, une foule se presse aux portes du parc industriel Sonapi, à Port-au-Prince, en quête d'emplois. Leur nombre pourrait laisser croire que les propositions de travail y sont alléchantes. Il n'en est rien. Dans ce complexe d'usines, 15 000 personnes fabriquent, pour moins de 7 dollars par jour, des vêtements destinés à l'exportation. Or, c'est l'une des rares sources d'emploi stable de tout le pays.

Le tremblement de terre de 2010 n'a provoqué aucun dommage important dans les 32 bâtiments du parc industriel. Qui plus est, aucun employé n'y est mort et pourtant beaucoup étaient à leur poste au moment du séisme. Les usines ayant été épargnées, elles étaient de nouveau opérationnelles deux semaines seulement après la catastrophe. La réouverture de Sonapi a alors été érigée en symbole du prochain retour à la «normale» du pays.

Plus d'un an s'est écoulé sans que d'autres sources d'emploi n'aient été créées. Les longues queues prouvent que le parc industriel ne suffit pas à créer le nombre minimum d'emplois nécessaires. Chaque mois, 250 jeunes sont sélectionnés parmi des milliers de personnes pour suivre un cours de couture financé par USAID, l'Agence des États-Unis pour le développement international. Senat Jinette, 20 ans, est l'une des élues, mais elle ne pense pas que ce soit un privilège. «Je suis ici pour apprendre à coudre et qui sait, après, j'aurai peut-être un travail. C'est mon objectif», dit-elle.

La monitrice, Natacha Joseph, explique que la plupart des jeunes arrivent avec beaucoup d'ambition, au-delà d'un simple emploi à l'usine. «Ils sont ici pour apprendre à utiliser les machines car beaucoup ne savent coudre qu'à la main.

Ce cours est l'occasion de trouver un travail qui leur permettra d'économiser et peut-être d'accéder à l'université», explique-t-elle.

Le «Taiwan des Caraïbes»

Avant le tremblement de terre, la fabrication de vêtements représentait 10% du PIB national et 91% des exportations du pays. Les maquilas existent depuis 50 ans en Haïti. La proximité des marchés d'Amérique du Nord, les avantages tarifaires décidés par les États-Unis et, surtout, le travail précaire qui assure de faibles coûts de main-d'œuvre aux entreprises sont à l'origine de leur établissement sur l'île.

Les mesures d'encouragement aux produits haïtiens adoptées ensuite par Washington se sont traduites par la multiplication des maquilas. Dans les années 1980, sous la dictature de Jean-Claude «Baby Doc» Duvalier, environ 200 entreprises employaient 100 000 ouvriers pour produire des vêtements, des jouets et des balles de base-ball. À l'époque, certains fonctionnaires d'USAID prédisaient qu'Haïti deviendrait le «Taiwan des Caraïbes».

Pourtant, dans les années qui suivirent, l'exploitation de la main-d'œuvre haïtienne ne suffit pas à retenir les chefs d'entreprise dans le pays. L'instabilité politique, l'absence d'infrastructures et les taxes pesant sur le transport maritime les poussèrent à installer leurs usines dans d'autres pays plus rentables, comme la Jamaïque, le Costa Rica et la République dominicaine, voisine d'Haïti.

Depuis, les maquilas n'ont jamais renoué avec l'«essor» des années 1980. Jusqu'au jour du tremblement de terre, le

secteur employait 28 000 travailleurs dans tout le pays. De nombreux économistes s'interrogent cependant sur les prétendus avantages que les maquilas ont apporté à Haïti. En effet, les usines n'emploient que des travailleurs temporaires et embauchent en fonction de la demande du marché, d'où de fréquents licenciements.

En outre, les usines ne contribuent pas autant qu'elles le pourraient à l'économie locale. Quelques rares producteurs utilisent des matières premières nationales (tissus, fils, colle, etc.) mais la grande majorité préfère les importer. Les conditions des travailleurs sont un autre sujet délicat. Ils sont les plus mal lotis avec leur salaire de misère, leurs longues journées de labeur et le déni des droits du travail les plus élémentaires. De plus, les tentatives d'organisation ont été réprimées.

Une chance majeure?

L'escalade anti-syndicale s'est accrue avec les années. «À un moment donné, il y avait 60 associations dans différentes entreprises des zones franches du pays. Aujourd'hui, les employeurs ne veulent pas entendre parler des syndicats dans les parcs industriels», dénonce CTH. «Le pays possède un code du travail et a signé les conventions de l'OIT mais, dans la pratique, si les travailleurs parlent de la possibilité de créer un syndicat, le patron regarde par la fenêtre et leur dit que dehors il y a des milliers de personnes qui cherchent un emploi».

Les chefs d'entreprise soutiennent que le maintien des maquilas est pratiquement impossible en raison des graves problèmes d'infrastructures: suite au tremblement de terre, le seul port de la capitale est pratiquement inutilisable et le fonctionnement de l'aéroport est loin d'être optimal. «Je consentirai à verser des salaires plus élevés quand les acheteurs

des États-Unis accepteront de payer plus cher mes produits», déclare Kyung Jung, vice-président de Gloria Apparel, une des quatre entreprises coréennes du parc industriel. Parmi ses acheteurs figure la chaîne de supermarchés Wal-Mart.

Malgré les problèmes évidents, certaines voix défendent ce modèle de développement. Dix mois avant le tremblement de terre, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, parlait dans un article du New York Times de la «chance majeure» pour Haïti. Sans utiliser l'expression «travail décent», il y défendait la création massive d'emplois grâce à «l'expansion considérable des zones franches du pays, afin qu'une nouvelle génération d'entreprises textiles puisse investir». Un système déjà appliqué avec succès dans des pays comme le Bangladesh, l'Ouganda et le Rwanda, affirmait Ban Ki-moon.

Cette conception du développement fut la première à refaire surface après la catastrophe. Le 12 janvier 2011, un an jour pour jour après le séisme, l'ancien président américain Bill Clinton et le premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive, signaient avec des représentants de la Banque interaméricaine de développement (BID) et de l'entreprise coréenne Sae-A le projet public-privé le plus ambitieux du pays: un investissement à hauteur de 248 millions de dollars pour l'établissement d'un nouveau parc industriel dans le nord du pays et la création de 20 000 emplois.

Les syndicats, qui n'ont pas été invités à participer à la préparation du projet, craignent de ne pas avoir accès au nouveau parc, comme c'est déjà le cas dans la capitale. S'il s'agit là d'une «chance majeure pour Haïti», on peut se demander quand le pays aura vraiment une chance de se doter d'un système de protection sociale solide et décent.

A.P.

Ouanaminthe: Succès d'une histoire toujours en marche

Pour la première fois dans l'histoire d'Haïti, un syndicat (Sokowa) réussit à arracher une convention collective de travail malgré les licenciements, la persécution et l'intervention de forces armées étrangères.



«La double pression, étrangère et nationale, a atteint une proportion telle que Grupo M n'a pas pu résister». Yannick Etienne, Bataye Ouvriye → A.P.

En avril 2002, le président haïtien de l'époque, Jean-Bertrand Aristide, rencontrait son homologue dominicain, Hipólito Mejía, à Ouanaminthe, ville frontalière du nord-est du pays, pour annoncer l'établissement d'une zone franche susceptible de créer jusqu'à 1 500 emplois. «La relation entre les deux pays est un mariage sans perspective de divorce», déclarait alors le président dominicain.

Trois ans et demi plus tard, la petite communauté rurale de 100 000 habitants est le témoin d'un autre événement historique, la signature de la première convention collective de travail de l'histoire d'Haïti. Cette conquête, unique dans tout le pays, est le résultat d'une bataille entre David et Goliath, à savoir entre le syndicat haïtien Sendika Ouvriye Kodevi Wanamant (Sokowa) et Grupo M, géant dominicain du textile.

Le combat du syndicat à Ouanaminthe a débuté suite à l'inauguration du parc industriel, lorsque la Société financière internationale (IFI) – institution de la Banque mondiale chargée des opérations avec le secteur privé – a octroyé un prêt de 20 millions de dollars à Grupo M pour l'établissement de la Compagnie de développement industriel (Codevi) en Haïti. Réagissant à la pression exercée par le mouvement syndical international, l'IFI a conditionné le déblocage de

fonds au respect des droits du travail dans les usines, dont la liberté syndicale et la négociation collective.

Malgré l'accord, peu de temps s'est écoulé avant les premières attaques violentes de Grupo M contre le syndicat qui venait d'être créé dans le parc industriel. Le premier assaut s'est soldé par le licenciement de 32 travailleurs, tous membres de Sokowa (qui comptait alors 35 associés). La vague de protestations ultérieure a obligé l'entreprise à faire marche arrière et à les réembaucher quelques semaines plus tard. Cependant, les conditions de travail exécrables et le harcèlement contre les ouvriers syndicalistes se sont maintenus, obligeant l'organisation ouvrière à durcir la lutte.

«Nous avons convoqué une grève, durement réprimée par les soldats de l'armée dominicaine», se souvient Yannick Etienne, leader syndical de la centrale Bataye Ouvriye, à laquelle Sokowa est affiliée. «Au cours de l'assaut, d'une violence intense, une femme enceinte a été brutalisée.» Ces faits ont convaincu la grande majorité des employés de seconder la grève et d'exiger de meilleurs salaires et la fin immédiate de l'intervention militaire dans l'usine.





Grupo M, refusant toute possibilité de dialogue, a répliqué quelques jours plus tard en renvoyant 350 autres travailleurs et en fermant plusieurs unités de production. C'est alors que la solidarité internationale est entrée en jeu. Aux États-Unis, le Solidarity Center a fait pression auprès de multinationales clientes de Codevi, comme Levi Strauss, et notamment de la Banque mondiale. En Europe, plusieurs organisations, dont Clean Clothes (Belgique), Réseaux Solidarité (France) et Haiti Support Group (Royaume-Uni) ont mené une campagne conjointe.

À l'issue d'un bras de fer de huit mois, les patrons ont finalement accepté de s'asseoir à la table des négociations. *«Notre stratégie consistant à utiliser la pression internationale a porté ses fruits. Les protocoles de respect des droits des travailleurs de Levi Strauss et de la Banque mondiale n'étaient pas respectés»,* explique Yannick. *«Cette campagne à l'étranger s'est ajoutée à notre action sur place. Nous avons vécu des moments difficiles mais les ouvriers sont restés unis jusqu'au bout. La double pression, étrangère et nationale, a atteint une proportion telle que Grupo M n'a pas pu résister».*

En février 2005 un accord a été signé entre le syndicat et l'entreprise, prévoyant le retour progressif des ouvriers révoqués et la reconnaissance de Sokowa comme représentant légitime des travailleurs. De lentes négociations ont débouché sur d'autres acquis, dont la création d'un comité de sécurité et d'hygiène, le jour du samedi facultatif et le paiement des heures supplémentaires. Mais la principale conquête a eu lieu en décembre 2005: une convention collective de 3 ans.

Depuis, les travailleurs et les travailleuses de Codevi n'ont cessé de lutter. Malgré la rotation fréquente des ouvriers, le taux de syndicalisation dans les usines s'est maintenu à 90% grâce à la reconnaissance du syndicat. En outre, une campagne a réussi à obtenir le prolongement de la convention collective jusqu'à 2016 avec en prime de nouveaux acquis, dont un programme d'éducation financé en partie par l'entreprise, la baisse du prix des déjeuners disponibles et la création d'un groupe de suivi de l'accomplissement de ces mesures.

«Nous avons tant encore à conquérir. Les patrons trouvent toujours une façon de violer nos droits», remarque Yannick. Pour exemple, elle explique que lorsque la journée de travail est basée sur le nombre de pièces produites, l'entreprise peut augmenter ce nombre quotidien de sorte qu'il devient impossible de le réaliser en huit heures. Les heures supplémentaires nécessaires pour atteindre le quota de production ne sont pas rémunérées.

Le parc industriel de Ouanaminthe n'a pas souffert du tremblement de terre du 12 janvier, mais la catastrophe a constitué un motif de bataille supplémentaire pour l'ensemble du mouvement syndical de tout le pays. *«Sans de meilleurs salaires, de bonnes conditions de travail et une convention collective, nous n'allons nulle part. Les travailleurs haïtiens sont très peu organisés»,* ajoute Yannick. *«À l'heure actuelle, la Commission de reconstruction ne parle pas de développement durable, mais seulement de la nécessité de créer des emplois. Mais qui dit emploi ne dit pas travail décent»,* conclut-elle.

A.P.

Le syndicalisme soutient la formation des jeunes

Pour 77 adolescents haïtiens de Port-au-Prince, âgés de 14 à 17 ans, le 8 décembre 2010 restera une date mémorable. À l'issue de cinq mois d'études, ils ont obtenu ce jour-là leur diplôme de maçonnerie, de plomberie, de couture ou de cuisine.

Le programme *«Renforcement de l'action syndicale pour promouvoir la formation technique des adolescents d'Haïti»* est un projet pilote financé par le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC/OIT) et mis en œuvre par la Confédération syndicale des travailleurs(euses) des Amériques (CSA), en collaboration avec la Centrale des travailleurs haïtiens (CTH).

Ces diplômes ne sanctionnaient pas seulement une formation technique. Les 77 étudiants ont également étudié les droits de l'homme et du travail, ainsi que l'éthique des relations humaines et de travail.

Charles Daniel est l'un de ces élèves. Il vit à Cité Soleil, à deux heures de l'établissement où, du lundi au vendredi, il apprenait la couture. Il assure que ses efforts n'ont pas été vains. *«J'ai beaucoup appris. C'est une expérience très enrichissante. Je compte désormais m'associer avec des amis et ouvrir un petit magasin de couture.»*

Le projet a également contribué au renforcement du



→A.P.

mouvement syndical haïtien. En effet, la sélection des étudiants est le fruit de la collaboration de plusieurs organisations syndicales, dont le MOISE, la CSH, le SSH, le MSH, l'UACSH et la CTSP.

«Compte tenu de tous les problèmes auxquels fait face Haïti, accrus par le séisme, l'épidémie de choléra et les protestations qui ont suivi les élections, nous avons obtenu des résultats très positifs», explique la conseillère de la CSA pour le projet, Lyvia Rodrigues. *«Il s'agit d'une initiative pionnière également pour la CSA car, pour la première fois, nous travaillons directement à la base du mouvement syndical.»*

A.P.

La grande braderie du patrimoine public haïtien

Le cataclysme néo-libéral a aussi fait de gros dégâts. La menace persiste.

Cinq jours avant le tremblement de terre, Haïti a subi un autre cataclysme, dont l'origine n'était pas naturelle mais économique. Le 7 janvier 2010, le président René Préal privatisait la compagnie haïtienne de téléphonie publique, Téléco, acquise pour 59 millions de dollars par la société vietnamienne Viettel. Le gouvernement franchissait ainsi un pas de plus dans sa détermination à vendre le patrimoine public haïtien avec le soutien de la Banque mondiale.

Le processus de destruction de Téléco avait démarré quelques années auparavant, parallèlement à l'essor rapide des sociétés de téléphonie mobile. L'une d'entre elles, Digicel – qui opère en Haïti depuis 2006 – a capté pas moins de 1,4 million de clients au cours de la première année, révélant l'immense potentiel du secteur. Deux autres sociétés – Voila et Haitel – ont suivi ses pas et le pays est rapidement devenu l'un des marchés les plus prometteurs des Caraïbes en matière de téléphonie mobile.

Ce succès était inversement proportionnel à l'érosion du prestige de la téléphonie fixe. Les organisations syndicales haïtiennes ont longtemps dénoncé le sabotage de la société publique Téléco, orchestré par le gouvernement de Préal. Plusieurs années avant la privatisation, cette tactique avait conduit au licenciement de 2 800 salariés. À l'époque, le syndicat des employés de Téléco avait accusé les autorités de tout faire pour encourager la mauvaise gestion de l'entreprise et justifier sa vente.

«La privatisation de Téléco a signé la disparition du syndicat de la société. Mais il y a pire: la vague de privatisations lancée par le gouvernement porte un coup brutal au syndicalisme dans l'ensemble du pays», remarque le Secrétaire général de la Confédération des travailleurs(euses) des secteurs public et privé (CTSP), Dukens Raphaël. *«Ceci est dû au fait que le secteur public est le seul à être réellement organisé. Dans le privé, les employeurs ne veulent pas entendre parler de syndicalisme».*

Peu inspiré, le gouvernement a estimé que le nombre trop élevé des employés de Téléco par rapport à ceux des sociétés privées de téléphonie mobile prouvait son inefficacité et justifiait sa privatisation. Préal déclarait lui-même à l'agence IPS: *«Haitel compte 500 employés pour 350 000 clients et Digicel 700 salariés pour 1,4 million d'abonnés. En revanche, Téléco emploie 3 293 personnes pour à peine 150 000 clients».*

La liquidation des sociétés

Au cours de son premier mandat (1996-2001), Préal avait également privatisé deux autres sociétés publiques: Minoterie, producteur de farine, et Ciments d'Haïti. Comme pour Téléco, le Conseil de modernisation des entreprises publiques (CMEP), organisme gouvernemental dirigé par le premier ministre, avait supervisé le processus.

La privatisation de Minoterie d'Haïti en 1997, la première de l'histoire du pays, avait été semée de controverses et de non-dits. L'entreprise, qui affichait en 1987 des bénéfices de



Dukens Raphaël: *«les services publics doivent être réorganisés et renforcés. Nous sommes sur le pied de guerre contre ce processus de privatisation soi-disant inéluctable».* → A.P.

5,8 millions de dollars, avait cessé de fonctionner plusieurs années avant sa liquidation. Des voix critiques soupçonnent une décadence progressive intentionnée dans l'optique de sa privatisation. La société – avec ses 16 moulins et son port particulier – avait été vendue à un consortium d'entreprises américaines pour à peine 9 millions de dollars.

En 1999, malgré les mobilisations populaires s'opposant à la vente du patrimoine public, le gouvernement avait réussi à privatiser Ciments d'Haïti, acquise par un consortium mixte haïtiano-suisso-colombien pour 15,6 millions de dollars. Peu après la vente, la production avait cessé. Depuis, le port de la société est utilisé pour l'importation de ciment, dont des millions de tonnes sont désormais nécessaires à la reconstruction du pays.

Le tremblement de terre a interrompu la vague de privatisations, mais certaines pressions se font sentir pour qu'elle reprenne dès la formation du prochain gouvernement et que soient vendus le port, l'entreprise publique d'électricité, l'aéroport, la banque nationale de crédit et le système des retraites. Une fois encore, l'inefficacité est le motif invoqué pour justifier la liquidation.

D'après Dukens Raphaël, s'il est vrai que la situation des entreprises publiques est pitoyable, l'État devrait réagir autrement. *«Ce qu'elles offrent à la population est précaire mais tangible. Pourquoi ne pas les renforcer au lieu de les privatiser?»*, s'interroge-t-il. *«La sécurité sociale couvre les pensions civiles de l'État, l'allocation de maternité et les prestations aux personnes âgées. Toutes ces prestations existent mais ne fonctionnent pas; il est donc nécessaire d'investir pour les dynamiser».*

Le syndicaliste va plus loin. *«La position de notre organisation est très claire. Les services publics doivent être réorganisés et renforcés mais l'État doit s'occuper de l'éducation, de l'électricité, de l'eau, de la sécurité sociale et des services de base. C'est pourquoi nous sommes sur le pied de guerre contre ce processus de privatisation inéluctable».*

Quand le rêve tourne au cauchemar pour les enfants

Des milliers d'enfants haïtiens partent chaque année tenter leur chance en République dominicaine, un pays nettement plus développé. L'extrême pauvreté, le manque d'accès à l'enseignement et le désespoir expliquent une bonne part de ces départs. De nombreux vols, abus sexuels et meurtres sont commis lors du franchissement illégal de la frontière (1).



Trouver du travail en République dominicaine s'avère très difficile. Beaucoup d'enfants finissent mendiants ou cireurs de chaussures. → REUTERS/Eduardo Munoz

«**J**e suis allé à l'école jusqu'à l'âge de 9 ans, puis mes parents n'ont plus pu payer les frais de ma scolarité, et j'ai dû commencer à travailler avec mon père dans l'agriculture et l'élevage, explique David, 14 ans, un habitant de Margot (une section communale de Pilate, dans le département du Nord) (2). Un an plus tard, mes parents ont insisté pour que je rejoigne mon cousin, à Santiago, la deuxième plus grande ville de République dominicaine, et que j'y travaille comme aide-maçon. Ils espéraient que j'aurais une vie meilleure là-bas et que je puisse leur envoyer un peu d'argent pour les aider à subvenir aux besoins de mes deux frères et de mes deux sœurs». Des témoignages comme celui-là, ils sont des dizaines de milliers à pouvoir les fournir à Haïti. À Pilate par exemple, cette localité située à deux heures de route de Cap Haïtien, les autorités locales estiment que dans la moitié des sections communales, toutes les familles ont au moins un enfant exilé en République dominicaine.

La grande majorité des enfants haïtiens qui partent en République dominicaine dans le but d'y travailler n'ont pas les documents de voyage nécessaires pour franchir la frontière légalement. Ils sont donc confiés à des passeurs qui utilisent des centaines de points de franchissement illégaux de la frontière et les amènent à la destination voulue en République dominicaine. On trouve des passeurs dans de très nombreux villages haïtiens. Ils amènent les migrants par petits groupes jusqu'aux localités frontalières, où ils

collaborent généralement avec des passeurs locaux qui connaissent parfaitement le terrain. De petits réseaux de trafics d'êtres humains (adultes et enfants) se constituent de cette façon.

De 75 à 100 dollars pour le voyage

En fonction de la zone d'origine, de celle de destination et des talents de négociateur du candidat au départ, il faut compter aux alentours de 3.000 à 4.000 gourdes (de 75 à 100 US\$) pour être amené d'un village haïtien vers une localité dominicaine qui ne sont pas situés le long de la frontière. Beaucoup de migrants vendent tous leurs biens ou s'endettent auprès d'usuriers privés pour réunir cette somme. Les taux d'intérêt sont astronomiques. «J'ai emprunté 3.000 gourdes à ma tante pour payer un passeur, en m'engageant à rembourser 6.000 gourdes lorsque j'aurais trouvé du travail en République dominicaine, témoigne Wilson, 15 ans, un habitant de Piment (une autre section communale de Pilate). J'ai pu la rembourser huit mois plus tard».

Selon les régions, le franchissement illégal de la frontière s'effectue à pied par de petits sentiers de campagne ou de montagne, ou à travers une rivière. Les rivières sont traversées à gué lors de la saison sèche, à l'aide de chambres à air de camion (utilisées comme bouées) ou de cordes lors de la saison des pluies, quand le niveau de l'eau est élevé. De

l'autre côté de la frontière, il faut d'abord marcher, parfois plusieurs jours, puis les passeurs haïtiens collaborent généralement avec des Dominicains payés pour amener les Haïtiens à leur destination finale à bord de véhicules: pick-ups ou voitures dans lesquels les migrants sont entassés, motos, etc. *«Parmi mes contacts dominicains, certains utilisent les camions frigorifiques pour transporter les Haïtiens (en évitant de baisser la température !) car les militaires dominicains rencontrés aux check points routiers ne se doutent pas que des humains puissent s'y trouver»*, explique Sony Francis, un passeur de Ferrier (département du Nord-Est).

Corruption des militaires dominicains

Le passage illégal de la frontière, qui s'effectue généralement la nuit, est le théâtre de très nombreuses exactions à l'encontre des Haïtiens. Les rencontres avec les militaires dominicains qui patrouillent en nombre dans les zones frontalières sont particulièrement redoutées par les Haïtiens. *«Ces militaires sont très mal payés, ils exigent de l'argent pour nous laisser passer, souligne Sony Francis. En général, c'est 300 pesos (8US\$) par personne. Je donne toujours pour instruction à mes clients de ne pas s'enfuir si nous rencontrons des militaires, et de me laisser négocier avec eux. Lorsque ce sont des militaires qui viennent d'arriver dans la région, la corruption peut ne pas être possible. Il y a alors un risque d'être arrêtés et expulsés vers Haïti»*.

Malgré les recommandations des passeurs, beaucoup de migrants haïtiens paniquent lorsqu'ils sont interceptés par les militaires dominicains et s'enfuient en courant. C'est le cas de Wiguine, une fille de 12 ans originaire de Pilate: *«Nous étions un groupe de quatre, nous marchions dans les bois dominicains depuis quelques heures lorsqu'une dizaine de militaires nous ont aperçus. Nous avons pris peur face à leurs fusils et leurs chiens. J'ai couru aussi vite que je le pouvais mais un chien m'a rattrapée, il m'a fait chuter en me mordant le mollet. Les militaires nous ont frappés, ils nous ont pillé (ils ont pris mon petit sac qui contenait quelques vêtements), puis nous ont laissé partir quand le passeur les a payés. J'ai essayé de soigner la morsure avec un morceau de tissu, mais j'ai beaucoup souffert durant les deux jours de marche qui ont suivi»*.

Abus sexuels contre les jeunes migrantes

De nombreux Haïtiens passés illégalement témoignent de vols de la part des militaires dominicains et d'abus sexuels contre les filles. *«Si des jolies femmes font partie du groupe, les militaires vont exiger d'avoir des relations sexuelles avec elles, témoigne Sony Francis. Il est de la responsabilité du passeur de négocier au maximum pour les convaincre d'y renoncer, mais ce n'est pas toujours possible»*. En 2010, Etienne, un garçon de 17 ans habitant Margot, a été témoin indirect de telles scènes. *«J'étais dans un groupe de 15 personnes, nous avons été interceptés par quatre militaires. Ils ont commencé par nous dépouiller de tout. Ils m'ont volé 300 gourdes (7,5 US\$), et ont pris 500 gourdes (12 US\$) aux passeurs. Il y avait quatre jeunes femmes parmi nous. Les militaires ne les ont pas dépouillées au même endroit, ils les ont emmenées un peu à l'écart. Quand elles nous ont rejoints, elles avaient l'air très triste. Avant que ça ne se produise, nos passeurs avaient essayé de parler aux militaires, mais ils n'ont rien voulu entendre»*. Des enfants âgées d'à peine 14 ans témoignent de violences sexuelles subies de la part d'hommes en uniforme lors de leur passage illégal côté dominicain.

Le danger est encore plus grand lorsque les migrants rencontrent des groupes de voleurs sur leur chemin. *«Avec eux, c'est la guerre, affirme le passeur Sony Francis. Je dis aux gens de mon groupe de prendre un bâton, des cailloux et de se défendre car ces voleurs (dominicains ou haïtiens) ne négocient pas, et sont armés de barres de fer, de machettes, de couteaux. Il peut y avoir des morts»*. Le 16 janvier 2011, des autorités locales dominicaines ont appelé par téléphone Henry Denaud, membre de l'Asec (Assemblée de section communale) de Cachiman, une commune frontalière proche de Belladère (département du centre). *«Elles nous prévenaient de la découverte d'un corps d'une femme haïtienne, à cinq mètres à peine à l'intérieur du territoire dominicain, dans une localité nommée Carizal. Je suis allé sur place avec quelques notables de Cachiman. Elle avait été tuée à coups de pierres. Comme elle n'avait pas de papiers sur elle, nous n'avons pas pu l'identifier. Nous avons ramené son corps à quelques mètres en territoire haïtien pour l'enterrer. Une semaine plus tard, les autorités dominicaines m'appelaient de nouveau. Cette fois, une femme et un enfant haïtiens avaient été massacrés, leurs cadavres se trouvaient à une centaine de mètres de celui découvert sept jours plus tôt. La tête de l'enfant avait été décapitée et posée sur le ventre de la femme. Les corps avaient déjà été en partie dévorés par des chiens, il n'a pas été possible de les identifier, mais comme aucune personne correspondant à ce signalement n'a disparu dans la région, nous sommes certains qu'il s'agissait d'Haïtiens venus de plus loin qui traversaient la frontière illégalement»*. La façon crapuleuse dont ces crimes ont été commis laisse penser que leurs auteurs sont des voleurs. Il arrive que des militaires tirent sur des migrants haïtiens lorsqu'ils s'enfuient, mais les décès sont alors provoqués par balles, pas par le degré de sauvagerie rencontré dans ces deux cas.

Tout ça pour ça...

Arrivés à destination en République dominicaine, beaucoup d'enfants haïtiens sont déçus face aux difficultés d'y trouver un travail. Ils se rendent compte que les Haïtiens exilés qui étaient revenus dans leurs villages habillés de beaux vêtements avaient souvent «oublié» de raconter que la vie pouvait être très dure de l'autre côté de la frontière. *«Mon cousin m'avait menti en me parlant d'emplois faciles à trouver, affirme Wilson, le jeune de 15 ans qui a emprunté de l'argent à sa tante pour payer son passeur. J'ai pu habiter chez lui à Santiago, mais je n'ai trouvé du travail comme aide-maçon que durant un mois sur les sept mois passés là-bas. Durant ce mois, je travaillais du lundi au samedi de 7h à 18h, pour environ 300 pesos (8 US\$) par jour, puis j'ai perdu mon emploi quand le chantier s'est terminé. Je voyais beaucoup d'enfants haïtiens mendiants ou cireurs de chaussures dans les rues de Santiago, mais je voulais un travail plus digne. J'ai pu compter sur la solidarité de civils dominicains qui m'ont donné à manger les jours où je ne travaillais pas, mais ça ne pouvait pas durer. J'ai décidé de rentrer à Haïti. Je rêve d'aller à l'école ou d'apprendre un métier»*.

Malgré les échecs et les risques associés au passage illégal de la frontière, la République dominicaine reste la seule lueur d'espoir pour des millions d'Haïtiens accablés par la misère, les catastrophes naturelles et l'incapacité chronique de leurs dirigeants à mener le pays sur la voie du développement. *«Nous ne sommes pas idiots, conclut un médecin de la région de Cap Haïtien. Si, en dehors des étudiantes,*



toutes les filles qui reviennent de République dominicaine sont communément appelées «bouzens de Saint Domingue» dans la population, une expression créole pour «prostituée de République dominicaine», ça veut dire quelque chose sur ce qui se passe là-bas pour elles. Nous savons aussi que la plupart des enfants aboutiront dans des situations d'exploitation par la mendicité, la domesticité, etc. Mais que dites-vous à des parents qui n'ont pu donner que des grains de café à manger à leurs enfants depuis cinq jours? Que

tout ira mieux avec le nouveau gouvernement et les dons internationaux? Les gens veulent peut-être y croire sur le long terme, mais c'est maintenant que les enfants souffrent de malnutrition. Tant que le seul pays «normal» qui leur soit accessible sera la République dominicaine, elle suscitera leur tentation, c'est humain».

Samuel Grumiau

(1) Reportage effectué dans le cadre d'une mission de recherche sur la traite des enfants menée pour la section haïtienne de l'UNICEF.

(2) Les noms des enfants cités ont été modifiés afin de préserver leur sécurité

'Restaveks', les enfants-esclaves



→ Alice Smeets

Miriam est une petite fille de 7 ans qui vit à Port-au-Prince. Son père est décédé il y a 4 ans. Sa mère est alors partie à la campagne pour organiser les funérailles et n'en est jamais revenue. Aujourd'hui, elle vit chez ses voisins qui ont un enfant de 6 ans. Quand il joue dehors avec ses amis, Miriam nettoie la maison, fait la vaisselle et les courses. En échange, elle a le droit de dormir sur le sol et de manger les restes du repas familial. Miriam est une 'restavek'.

Selon la Restavek Freedom Foundation, il y a plus de 300 000 restaveks en Haïti. Ce terme créole, dérivé du français 'reste avec', désigne des enfants vivant dans des familles d'accueil et utilisés comme domestiques, voire esclaves. Autrefois, les enfants de familles pauvres étaient envoyés dans des foyers plus riches pour y travailler et

recevaient de la nourriture et des soins en retour, parfois même une éducation. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Souvent, la situation économique des familles qui les emploient est même assez similaire à celle de leur famille biologique.

Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, le Centre d'appui au développement de Port-au-Prince affirmait que le nombre de restaveks allait augmenter. Bien qu'il soit difficile de chiffrer cette évolution, il est évident que la situation a empiré: d'abord, parce que la catastrophe a fait de nombreux orphelins, séparé des enfants de leurs parents; ensuite parce qu'elle a plongé de très nombreuses familles dans la précarité.

A-C.G. et A.S.

Pour recevoir le bulletin
d'information CSA-CSI sur
Haïti : [subscribe-haiti-info-
fr@forum.ituc-csi.org](mailto:subscribe-haiti-info-fr@forum.ituc-csi.org)